

FIRST AFRIQUE

HEBDO N°0490 du 03 au 09 Fév 2024

Magazine

BÉNIN

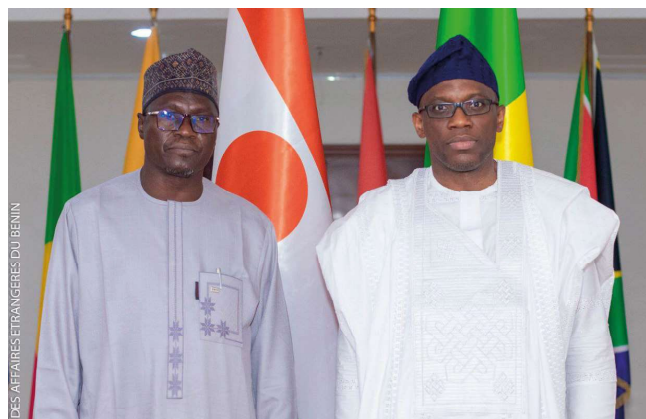


UNION SACRÉE
POUR LA DÉFENSE
DE NOTRE PATRIE

Sommaire

HEBDO N°0490
Du 03 au 09 Fév 2024

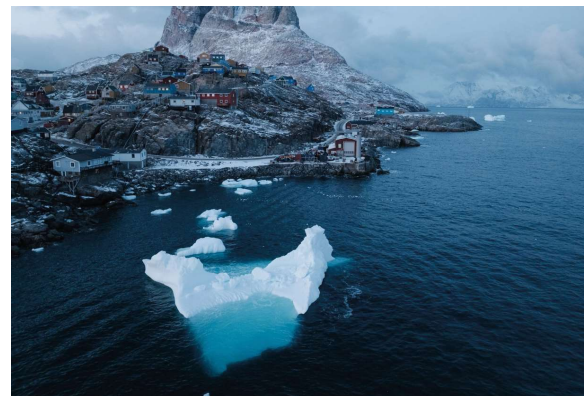
BÉNIN



BÉNIN



INTER



AFRIQUE



LE PATRIOTISME UNE FORCE NÉCESSAIRE POUR LE BÉNIN

Dans un monde en constante mutation, où les crises économiques, climatiques et géopolitiques redéfinissent les rapports de force, le patriotisme apparaît comme un rempart essentiel pour le Bénin. Face aux défis extérieurs, qu'ils soient sécuritaires ou stratégiques, il est crucial que les Béninois se rassemblent au-delà des clivages politiques, ethniques ou sociaux.

Le patriotisme n'est pas une simple ferveur sentimentale pour son drapeau ou

son hymne. C'est un engagement profond à mettre les intérêts collectifs au-dessus des intérêts personnels. Il s'agit de reconnaître que, malgré nos différences, nous partageons un destin commun en tant que nation.

Aujourd'hui, le Bénin doit relever des défis pressants. La stabilité de nos frontières, la défense de notre souveraineté économique et la préservation de notre patrimoine culturel exigent une solidarité sans faille. Chacun de nous, qu'il soit agriculteur, fonctionnaire, commerçant ou étudiant, a un rôle à jouer. L'unité natio-

nale ne se construit pas seulement dans les discours, mais dans les actions concertées, dans l'entraide et dans la vigilance face aux tentatives de déstabilisation extérieure.

Le patriotisme ne doit pas non plus exclure l'ouverture au monde. Il s'agit de collaborer avec les autres nations tout en affirmant fermement nos intérêts et notre identité.

Plus que jamais, le Bénin a besoin d'un peuple debout, fier et uni, prêt à défendre l'essence même de ce qui nous définit : notre terre, notre culture et notre avenir commun.



Wilfrid K./La rédaction

A man with short dark hair and glasses, wearing a dark blue suit, white shirt, and a maroon tie, is speaking at a wooden podium. He is gesturing with his hands. A microphone is visible on the podium. The background is a plain, light-colored wall.

UNION SACRÉE POUR LA DÉFENSE DE NOTRE PATRIE

Le patriotisme, cette flamme vive qui éclaire le cœur de tout citoyen engagé, demeure le ciment de l'unité nationale. Plus que jamais, dans un monde marqué par des divisions culturelles, religieuses et ethniques, le Bénin doit s'inspirer des valeurs qui forgent son histoire et son identité. Nous sommes un peuple, uni par un destin commun, et face aux défis qui menacent notre souveraineté et notre sécurité, nous devons nous lever comme un seul homme.

Qu'importe notre origine géographique, que nous venions du Nord ou du Sud, de l'Est ou de l'Ouest, ou nos croyances spirituelles, que nous soyons chrétiens, musulmans, animistes ou adeptes d'autres traditions. L'intérêt national dépasse de loin ces distinctions, car il est le socle même de notre coexistence. Lorsque la sécurité de notre nation est en jeu, il n'y a plus de différences : il n'y a que des Béninois, solidaires et déterminés à préserver l'intégrité de leur patrie.

Ces derniers mois, le Bénin a été le théâtre de perturbations orchestrées par des hors-la-loi.

Nos forces armées, ces vaillants hommes et femmes qui se tiennent en première ligne, ont subi des épreuves redoutables. Mais face à l'adversité, elles ont su montrer courage, discipline et détermination pour défendre notre territoire et protéger nos populations.

Comme l'a si bien souligné le pasteur Edgard Guidibi, « il est de notre devoir de célébrer ces héros. Ces soldats qui, souvent dans l'ombre, mettent leur vie en péril pour que nous puissions vivre en paix. Leur engagement est un témoignage vibrant de ce que signifie aimer son pays : servir, protéger et parfois se sacrifier pour le bien commun. »

Nous devons adresser un message de gratitude non seulement à nos vaillants soldats, mais aussi aux dirigeants qui les encadrent et orientent leurs efforts. Le Président Patrice Talon et le Chef d'État-Major Général des Armées, le général de division Fructueux Gbaguidi, méritent également nos remerciements pour leur leadership et leur engagement à renforcer nos capacités de défense. Il est essentiel que chaque citoyen mesure l'importance de ces sacrifices et exprime sa

reconnaissance envers ceux qui veillent jour et nuit sur notre sécurité.

Dans un monde où les conflits internes ont parfois été exploités pour diviser les nations, le Bénin ne peut se permettre de tomber dans ce piège. Notre diversité est une richesse, non une faiblesse. Elle devient une force lorsque nous comprenons que nos différences, loin de nous opposer, peuvent nous compléter et nous enrichir mutuellement. Les moments de crise doivent servir de catalyseurs pour renforcer notre cohésion. Ce n'est pas le temps des querelles, des accusations ou des divisions. C'est le temps de l'union sacrée. Que nous soyons cultivateurs ou commerçants, enseignants ou étudiants, chaque Béninois a un rôle à jouer pour soutenir notre nation.

L'histoire montre que les nations qui triomphent des défis sont celles dont les peuples se mobilisent ensemble, plaçant l'intérêt national au-dessus des intérêts personnels. Le patriotisme n'est pas une idée abstraite. C'est un engagement quotidien qui commence par des gestes simples : respecter nos institutions, dé-

UNION SACRÉE POUR LA DÉFENSE DE NOTRE PATRIE



fendre nos valeurs, soutenir nos forces armées et prôner la paix et la solidarité dans nos communautés.

Au-delà des mots, notre reconnaissance envers nos forces armées doit se traduire par des actions concrètes. Les soldats ne se battent pas pour eux-mêmes, mais pour nous tous. En retour, ils méritent non seulement nos encouragements, mais aussi des conditions de vie et de travail dignes. Cela passe par des investisse-

ments accrus dans leur formation, leur équipement et leur bien-être.

De même, il est impératif que la société civile joue un rôle actif dans ce soutien. Nos écoles, nos entreprises, nos organisations religieuses et nos médias doivent s'unir pour valoriser le service rendu par nos forces armées. Organiser des campagnes de soutien, sensibiliser les jeunes à l'importance du patriotisme et célébrer les victoires de nos soldats sont autant de

moyens de montrer que nous sommes un peuple solidaire.

Le patriotisme ne se limite pas à réagir aux crises. C'est aussi une vision proactive pour bâtir une nation forte, résiliente et unie. Nos héros, qu'ils soient sur les champs de bataille ou dans les villages, méritent d'être honorés non seulement en période de conflit, mais aussi en temps de paix.

Chaque 1er août, lors de la fête nationale, nous

UNION SACRÉE POUR LA DÉFENSE DE NOTRE PATRIE

avons l'occasion de réfléchir sur le chemin parcouru et sur ce que nous pouvons faire pour renforcer notre pays. Mais cette réflexion ne doit pas être limitée à une seule journée. Chaque jour est une opportunité de montrer que nous sommes fiers d'être béninois et prêts à défendre notre héritage commun.

En rendant hommage à nos soldats et en travaillant à l'unité de notre nation, nous posons les bases d'un Bénin plus fort et plus sûr. Les perturbations récentes, bien que regrettables,

nous rappellent que la sécurité et la stabilité ne sont jamais acquises, mais qu'elles nécessitent un engagement constant de chacun.

Aujourd'hui, plus que jamais, nous avons besoin d'un sursaut patriotique. Le Bénin est notre maison commune. Peu importe nos origines, nos croyances ou nos différences, nous partageons un destin qui ne peut être dissocié. Ensemble, nous sommes plus forts.

En cultivant l'unité, en soutenant nos forces armées et en célébrant les héros de notre na-

tion, nous pouvons surmonter les défis, qu'ils soient sécuritaires, économiques ou sociaux. Alors, levons-nous comme un seul homme et faisons briller l'étoile du Bénin.

Car au final, ce n'est pas seulement la tâche de nos soldats ou de nos dirigeants de défendre notre pays. C'est notre responsabilité collective, en tant que peuple uni, de protéger et d'honorer cette terre qui nous a vus naître.

Wilfrid K.



LE SPORT À L'HONNEUR EN 2024



LE SPORT À L'HONNEUR EN 2024

La soirée du vendredi 31 janvier 2025 à Cotonou a été marquée par l'édition 2024 du Gala des Champions, un événement dédié à la célébration des exploits des athlètes béninois. Organisée en grande pompe, cette cérémonie a rassemblé des personnalités de premier plan, dont le Ministre Conseiller Monsieur Ayibatin Jonas Hantan, le Préfet du Littoral Monsieur Alain Orounla, le président du Comité National Olympique et Sportif Béninois (CNOS BEN), Monsieur Julien Minavoa, ainsi que des représentants des fédérations sportives et des passionnés de sport.

Cette édition a mis en lumière les remarquables performances des sportifs béninois sur la scène internationale en 2024. Dans son discours, le Ministre des Sports, Monsieur Benoît Dato, a salué la détermination et l'engagement des athlètes, qualifiés de véritables ambassadeurs du Bénin. Il a rappelé les efforts consentis pour améliorer les conditions des sportifs, affirmant que les performances enregistrées ne sont que le début d'une ascension prometteuse pour le sport béninois.

L'année 2024 a été exceptionnelle pour le sport au Bénin. Les athlètes nationaux ont excellé dans de nombreuses disciplines, engrangeant des résultats impressionnants : 4 trophées, 90 médailles d'or, 110 médailles d'argent et 114 médailles de bronze. Ces distinctions illustrent non seulement les talents individuels des sportifs, mais aussi les progrès significatifs réalisés dans la structuration et l'accompagnement du secteur sportif.

Des performances notables ont été enregistrées en basket-ball, handball, athlétisme, handisport, football et même dans des disciplines moins médiatisées comme le Scrabble. Ces succès reflètent les efforts collectifs des fédérations sportives, des entraîneurs et des athlètes eux-mêmes, qui travaillent sans relâche pour hisser le Bénin au sommet du sport international.

Au cours de la cérémonie, le Ministre Benoît Dato a tenu à remercier tous ceux qui ont contribué à ces succès. Il a exprimé sa profonde gratitude envers le Président Patrice Talon et son gouvernement, dont les investissements dans le secteur sportif depuis 2016 ont permis d'amé-

liorer significativement les infrastructures et les conditions de préparation des athlètes.

Le Ministre a également reconnu le rôle essentiel des fédérations sportives, des entraîneurs, des familles et des soutiens de chaque athlète. Ces acteurs de l'ombre jouent un rôle déterminant dans la réussite des sportifs, en leur offrant le soutien nécessaire pour relever les défis de la compétition internationale.

Au-delà des récompenses, l'événement a été une source d'inspiration pour les athlètes. Le Ministre Benoît Dato a exhorté les champions à considérer leurs distinctions non comme une finalité, mais comme un tremplin vers de nouveaux objectifs. « Recevoir un trophée ce soir n'est pas une finalité, mais une invitation à aller plus loin. La Nation vous envoie en mission pour 2025 et les compétitions à venir. Honorez votre pays, et il vous portera en triomphe », a-t-il déclaré avec ferveur.

Cet appel à l'excellence traduit l'ambition du gouvernement et des autorités sportives de voir le Bénin s'affirmer davantage sur la scène sportive mondiale. Les athlètes sont en-

F1RST AFRIQUE

HEBDOMADAIRE
D'ANALYSES, D'INVESTIGATIONS ET DE STRATÉGIES

Global Leader
Wilfrid KINTOSSOU

Directeur de Publication

Wilfrid KINTOSSOU

Rédacteur en Chef

Maxime VIEIRA

Secrétaire de Rédaction

Audrey K. Segbo

Rédaction

Joseline F.

Syste Fiacre

Maxime Vieira

Wilfrid Kintossou

Audrey Kévine Segbo

Correction

Pascal HOUNKPATIN

Palette Graphique

First Afrique Prod

Editeur

FIRST AFRIQUE

N°Siret 528249766

RCS LILLE METROPOLE/France

Tél. WhatsApp +229 66055661

Email : direction@firstafriquetv.bj

www.firstafriquetv.bj

Avec First Afrique Tv,
c'est l'Afrique qui gagne et c'est l'actualité
autrement.

LE SPORT À L'HONNEUR EN 2024



couragés à repousser leurs limites et à incarner les valeurs d'endurance, de discipline et de résilience.

L'édition 2024 du Gala des Champions ne s'est pas limitée à une célébration des exploits passés. Elle a également été l'occasion de projeter l'avenir du sport béninois. Le Ministre des Sports a insisté sur la nécessité de maintenir le cap et de poursuivre les investissements dans la formation des jeunes talents, le développement des infrastructures et l'accompagnement des fédérations sportives.

Ces efforts visent à faire du sport un levier de développement national, renforçant la cohésion sociale et promouvant l'image du Bénin à l'échelle internationale. Les succès enregistrés en 2024 ne sont

qu'un avant-goût des opportunités à venir, et 2025 s'annonce déjà comme une année de défis et de conquêtes.

L'atmosphère du Gala des Champions a été marquée par une joie contagieuse et une grande fierté nationale. Les athlètes présents ont exprimé leur gratitude pour la reconnaissance qui leur est accordée, tout en affirmant leur détermination à continuer à briller sous les couleurs du Bénin.

Les invités, qu'ils soient responsables politiques, acteurs du sport ou simples passionnés, sont repartis galvanisés par les perspectives d'avenir. Cette soirée a renforcé l'unité entre les différents acteurs du sport béninois, consolidant les bases pour de futurs succès.

Alors que les projecteurs s'éteignent sur l'édition 2024 du Gala des Champions, le regard est déjà tourné vers les prochains défis. Les athlètes béninois, portés par une nouvelle dynamique et soutenus par des institutions déterminées, s'appêtent à écrire un nouveau chapitre de l'histoire sportive nationale.

Avec un engagement constant, des investissements croissants et une détermination à toute épreuve, le Bénin s'affirme comme une nation montante du sport. Le Gala des Champions 2024 restera dans les mémoires comme un moment de célébration et de motivation, posant les jalons d'un avenir prometteur pour le sport béninois.



LE FNDA SOUTIENT LES FEMMES AGRICULTRICES

Le développement de l'agriculture au Bénin prend une tournure concrète grâce à des actions ciblées et significatives, portées par le Fonds National de Développement Agricole (FNDA). L'exemple récent de Bantè illustre parfaitement cette dynamique. Le jeudi 30 janvier 2025, le FNDA a marqué un tournant dans l'autonomie et l'efficacité des activités agricoles locales en dotant la Coopérative Communale des Etuveuses de Riz

(CCER) d'une trieuse optique de couleur à deux chutes. Cet équipement révolutionnaire, financé avec l'appui de la Coopération Suisse, permet désormais à la communauté de Bantè de traiter localement son riz, une avancée majeure pour les femmes transformatrices et pour la qualité de leurs produits.

Auparavant, après le décortilage, le riz de Bantè devait être acheminé vers des villes comme Savalou ou Glazoué pour le triage.

Ce processus augmentait non seulement les coûts de production, mais engendrait aussi des pertes de temps considérables. Avec l'installation de cette trieuse optique, Bantè devient autonome dans la chaîne de production du riz, un gain d'efficacité qui améliore non seulement les conditions de travail, mais aussi la compétitivité du riz produit dans cette région.

Pour Madame Nanako Kagnihoun, présidente de la CCER Bantè, cet appui est une véritable béné-

LE FNDA SOUTIENT LES FEMMES AGRICULTRICES

diction. Elle a exprimé sa reconnaissance envers le FNDA et la Coopération Suisse, soulignant que cet équipement permettra non seulement de réduire les coûts de production, mais aussi de répondre aux exigences de qualité des marchés locaux et internationaux. Ce soutien technique s'accompagne d'un appui logistique supplémentaire : la remise de site pour la construction d'un magasin moderne incluant un bureau pour le gérant. Ce projet, réalisé grâce à une subvention conjointe du FNDA et de la Coopération Suisse, vise à renforcer encore davantage la structure opérationnelle de la coopéra-

tive.

Monsieur Nicolas Ahoussoussi, Directeur Général du FNDA, s'est réjoui de voir aboutir cette initiative, qui s'inscrit dans le cadre de l'appel à projets lancé en 2022. Il a souligné que cette réalisation témoigne de l'engagement du FNDA à promouvoir un secteur agricole inclusif et dynamique, avec une attention particulière pour les femmes transformatrices. Le partenariat entre le Bénin et la Confédération Suisse a également été salué pour sa solidité et son impact positif sur les communautés locales.

Les initiatives du FNDA

envers la CCER Bantè ne datent pas d'hier. Par le passé, la coopérative a bénéficié de facilités de crédit pour ses fonds de roulement. Pour la campagne agricole 2023-2024, le FNDA, via son guichet 3, a facilité un crédit de 40 millions de francs CFA, qui a été porté à 80 millions pour la campagne actuelle. Ces financements ont permis à la coopérative de répondre efficacement à la demande croissante en riz étuvé, notamment pour les cantines scolaires dans le cadre d'un partenariat avec le Programme Alimentaire Mondial (PAM).

Lors de la campagne 2023-2024, la CCER Bantè





a généré un chiffre d'affaires de 91 millions de francs CFA en livrant 152 tonnes de riz au PAM. Pour la campagne actuelle, la demande a bondi à 255 tonnes, reflétant non seulement la croissance de la production, mais aussi la reconnaissance de la qualité du riz produit par la coopérative. Par ailleurs, 86 tonnes, d'une valeur de 50 millions de francs CFA, ont été livrées à Catholic Relief Services (CRS), renforçant encore les débouchés pour les femmes transformatrices.

Cet ensemble de mesures

témoigne de l'engagement du gouvernement béninois à soutenir un secteur agricole qui repose sur l'autonomisation des acteurs locaux, particulièrement des femmes. Le modèle d'intervention du FNDA, structuré autour de plusieurs guichets, montre son efficacité en répondant aux besoins spécifiques des producteurs et des transformateurs, tout en facilitant l'accès aux financements.

La coopération internationale joue également un rôle clé dans ce processus. Le soutien technique et fi-

nancier de la Coopération Suisse ne se limite pas à l'acquisition d'équipements modernes. Il s'inscrit dans une vision plus large de développement durable, visant à améliorer la résilience des communautés face aux défis économiques, climatiques et sociaux.

Avec l'arrivée de cette trieuse optique, Bantè se positionne désormais comme un acteur clé dans la production de riz de qualité au Bénin. Ce progrès ouvre de nouvelles perspectives pour les femmes transformatrices,

LE FNDA SOUTIENT LES FEMMES AGRICULTRICES

qui peuvent désormais rivaliser sur des marchés plus exigeants et diversifiés. En même temps, cela renforce la capacité de la région à répondre aux besoins alimentaires locaux, contribuant ainsi à la sécurité alimentaire nationale.

Le FNDA poursuit son ambition de faire de l'agriculture un levier majeur de développement économique et social. À travers des actions concrètes comme celle menée à Bantè, il démontre que des investissements bien ciblés peuvent transformer profondément les conditions de vie des populations ru-

rales et renforcer leur autonomie.

Dans un pays où l'agriculture représente une part importante de l'économie, ce type d'initiatives doit être multiplié pour faire face aux défis persistants tels que les aléas climatiques, les difficultés d'accès aux financements et les exigences croissantes des marchés. Le succès de la CCER Bantè montre qu'avec un appui technique et financier adapté, les coopératives locales peuvent non seulement prospérer, mais aussi devenir des modèles de réussite pour d'autres régions

du Bénin.

L'installation de cette trieuse optique n'est pas qu'un simple geste technique. Elle symbolise une volonté collective de transformer le secteur agricole en un moteur de développement durable, capable de générer des opportunités économiques tout en répondant aux besoins fondamentaux des populations. Ce progrès marque une étape importante pour Bantè, mais aussi pour l'ensemble du Bénin, qui aspire à une agriculture moderne et inclusive.

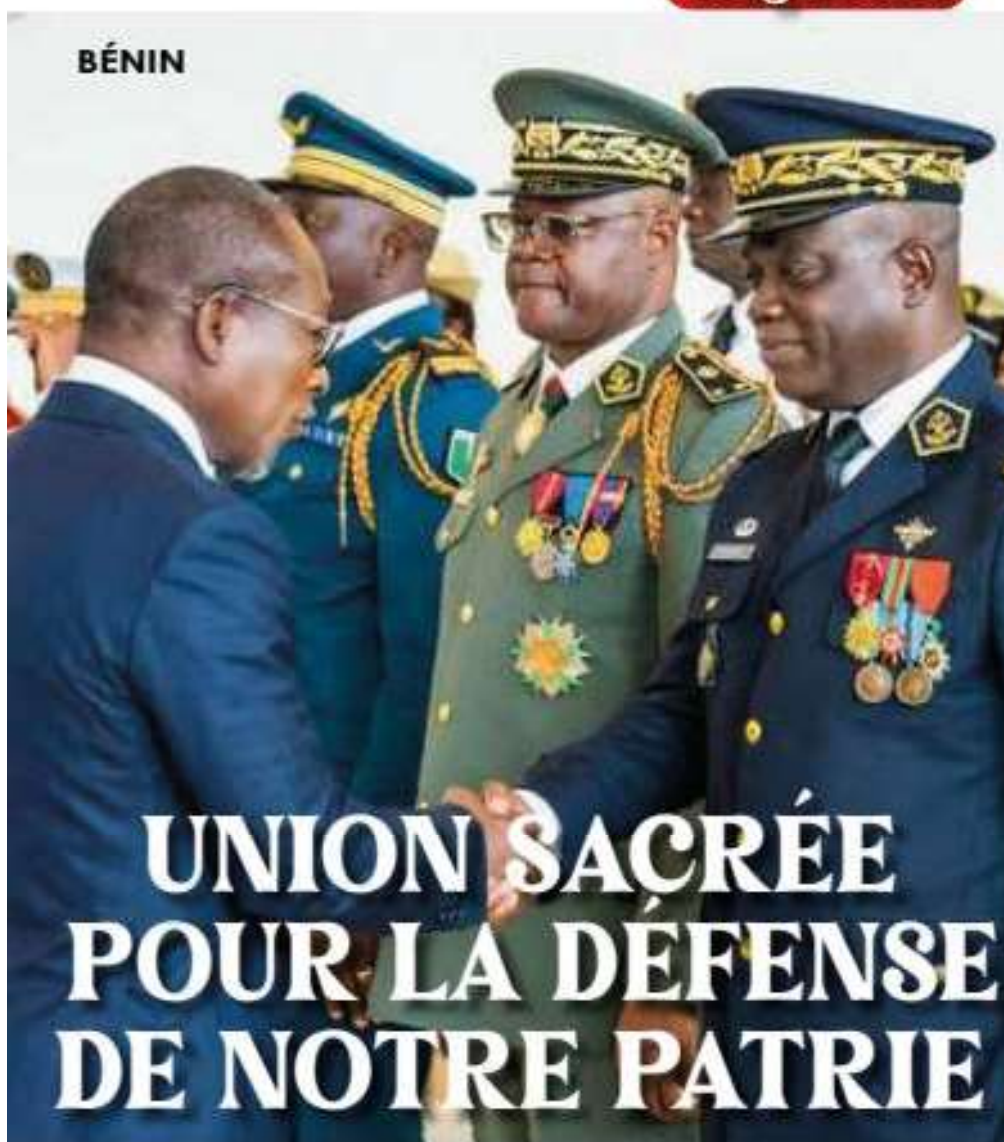


FIRST AFRIQUE

HEBDO N°0490 du 03 au 09 Fév 2024

Magazine

BÉNIN



**UNION SACRÉE
POUR LA DÉFENSE
DE NOTRE PATRIE**

LES GRANDS TITRES

DU NUMÉRO 0490 DE FIRST AFRIQUE MAG

Découvrez dans l'édition hebdomadaire de First Afrique Mag (n°0490, du 03 au 09 février 2024) les analyses approfondies, reportages exclusifs et points de vue inspirants sur les sujets phares qui façonnent notre monde :

BENIN

UNION SACRÉE POUR LA DÉFENSE DE NOTRE PATRIE

Explorez les enjeux et les appels à la solidarité nationale pour défendre l'intégrité de notre pays face aux menaces extérieures.

BENIN

LE SPORT À L'HONNEUR EN 2024

Retour sur les performances des athlètes béninois et les ambitions nationales dans le domaine sportif.

BENIN

LE FNDA SOUTIENT LES FEMMES AGRICULTRICES

Un focus sur l'appui stratégique du Fonds National de Développement Agricole pour booster l'autonomisation des femmes rurales.

LE PATRIOTISME

UNE FORCE NÉCESSAIRE POUR LE BÉNIN

Réflexion sur l'importance de l'unité nationale et l'engagement citoyen face aux défis contemporains.

DIPLOMATIE

UN NOUVEL ÉLAN BÉNIN-NIGER

Analyse des relations bilatérales et des nouvelles perspectives de coopération.

SOUDAN

UN CONFLIT OUBLIÉ, UNE NATION MEURTRIE

L'éclairage sur une guerre qui ne cesse de ravager un peuple.

TCHAD

UNE NOUVELLE ÈRE DE SOUVERAINETÉ

Un point sur les enjeux politiques et stratégiques dans ce pays en transition.

COLOMBIE

UNE RÉPONSE FERME À WASHINGTON

Le président Gustavo Petro face aux politiques migratoires américaines : une position qui fait débat.

INTER

GROENLAND, ENTRE CONVOITISE ET INDÉPENDANCE

Les enjeux politiques et économiques autour de ce territoire arctique stratégique.

RDC

LE NORD-KIVU FACE À UN NOUVEAU CHAPITRE

Le contexte sécuritaire et les espoirs d'un futur pacifié dans cette région troublée.

UN NOUVEL ÉLAN BÉNIN-NIGER

Le vendredi 31 janvier 2025, un événement marquant s'est tenu au Ministère des Affaires étrangères à Cotonou. Kadade Chaïbou, nouvel Ambassadeur de la République du Niger près le Bénin, a présenté les copies figurées de ses lettres de créance au Ministre des Affaires étrangères, Olushegun Adjadi Bakari. Cette cérémonie, empreinte de solennité et de convivialité, symbolise une étape protocolaire essentielle dans la reconnaissance officielle des Ambassadeurs et marque un nouveau chapitre dans les relations diplomatiques entre les deux pays voisins.

Lors de cette rencontre, Kadade Chaïbou a exprimé sa gratitude envers le Ministre Bakari et le Gouvernement béninois pour l'accueil chaleureux qui lui a été réservé. Accompagné d'une délégation, l'Ambassadeur a souligné l'importance de cette mission, tout en réaffirmant son engagement à renforcer les liens historiques et stratégiques qui unissent le Bénin et le Niger. Le Bénin et le Niger partagent des siècles d'histoire commune, des valeurs culturelles et sociales proches, ainsi qu'une vision de coopération mutuelle. Bien que les deux pays aient

connu des divergences ponctuelles, notamment dans un contexte de tensions régionales, la cérémonie de vendredi dernier témoigne de la volonté des deux nations de maintenir un dialogue constructif.

Malgré la sortie du Niger de la Communauté Économique des États de l'Afrique de l'Ouest (CEDEAO) en 2024, Cotonou a choisi d'adopter une posture de conciliation. Le maintien du dialogue diplomatique avec Niamey, illustré par des gestes tels que la nomination de Kadade Chaïbou ou la mission de Gildas Agonkan, Ambassadeur du Bénin au Niger, reflète l'engagement des deux parties à préserver leurs relations bilatérales. Cette approche est d'autant plus cruciale dans une région où la stabilité politique et économique reste fragile. La coopération entre le Bénin et le Niger est essentielle pour la gestion de défis communs tels que la sécurité transfrontalière, le développement économique, et les migrations. Kadade Chaïbou, nouvellement nommé Ambassadeur du Niger près le Bénin, est une figure éminente dans le paysage administratif et juridique de son pays. Né le 1er janvier 1963 à Toukounou, dans la région de Filingué,

il est diplômé de l'École Nationale d'Administration (ENA) du Niger en droit. Son riche parcours dans le domaine judiciaire témoigne de son expertise et de son sens des responsabilités. Ayant intégré le Ministère nigérien de la Justice après son admission au concours de la Magistrature, Kadade Chaïbou a occupé divers postes importants. De greffier audienier au Tribunal de Tahoua à greffier en chef à la Justice de Paix de Tera, il a gravi les échelons pour devenir Chef de Chambre judiciaire à la Cour suprême et greffier d'instruction à la Haute Cour de Justice. En 2013, il fut détaché à la Chambre criminelle de la Cour de cassation, où il assura la direction jusqu'à sa nomination en tant qu'Ambassadeur. Marié et père de cinq enfants, Kadade Chaïbou apporte à sa mission au Bénin une solide expérience en gestion administrative et en négociation, ainsi qu'une profonde compréhension des mécanismes institutionnels. Lors de leur audience, Kadade Chaïbou et Olushegun Adjadi Bakari ont abordé des questions variées, touchant aux relations bilatérales et à des sujets d'intérêt commun. Le renforcement des échanges économiques, la collaboration en matière de sécurité et les initiatives

culturelles ont figuré parmi les thématiques centrales. Ce dialogue s'inscrit dans un contexte où les enjeux transfrontaliers revêtent une importance croissante. La gestion des corridors commerciaux reliant les deux pays, la lutte contre le terrorisme dans la région sahélienne et les efforts pour dynamiser les échanges culturels sont autant de priorités pour les diplomaties béninoise et nigérienne. En attendant la remise officielle de ses lettres de créance au Président Patrice Talon, Kadade Chaïbou peut désormais entamer ses activités à Cotonou. Sa mission consiste non seulement à représenter les intérêts de Niamey, mais aussi à promouvoir des projets concrets susceptibles de consolider les relations bilatérales. L'événement du 31 janvier 2025 s'inscrit dans une série d'initiatives visant à réchauffer les relations entre le Bénin et le Niger. L'année pré-

cédente, le 6 août 2024, Gildas Agonkan, Ambassadeur du Bénin au Niger, avait présenté les copies figurées de ses lettres de créance au Ministre nigérien des Affaires étrangères. Ces interactions régulières témoignent de l'importance que les deux pays accordent à leur partenariat.

Cette coopération est d'autant plus stratégique que le Bénin et le Niger partagent des objectifs communs de développement. Les projets liés à l'énergie, aux infrastructures et à l'agriculture, ainsi que les efforts conjoints pour améliorer les conditions de vie des populations transfrontalières, démontrent que les relations entre les deux pays vont bien au-delà des protocoles diplomatiques.

Le retour de Kadade Chaïbou au Bénin en tant qu'Ambassadeur marque une étape significative dans la revitalisation des

relations bilatérales. Avec son expertise et sa détermination, il est bien placé pour consolider les acquis et explorer de nouvelles opportunités de partenariat. Cette nomination reflète également la vision stratégique des deux gouvernements, qui misent sur le dialogue et la coopération pour surmonter les défis régionaux. À une époque où l'instabilité et les tensions géopolitiques menacent de diviser les nations, l'exemple du Bénin et du Niger illustre l'importance du dialogue diplomatique et de la recherche de solutions mutuellement bénéfiques.

En somme, la nomination de Kadade Chaïbou et la présentation de ses lettres de créance ouvrent une nouvelle ère pour les relations entre le Bénin et le Niger, empreinte de confiance, de collaboration et d'ambitions partagées.





Dans l'ombre des crises au Proche-Orient et en Ukraine, le Soudan sombre dans une guerre dévastatrice depuis plus d'un an et demi. L'indifférence internationale contraste violemment avec l'ampleur de la tragédie, des dizaines de milliers de morts, une crise humanitaire sans précédent, et une famine imminente pour des millions de personnes. L'histoire de cette descente aux enfers débute en 2019 avec la chute d'Omar El-Béchir, dictateur islamiste évincé après trois décennies au

pouvoir. Une brève coopération entre civils et militaires avait alors suscité l'espoir d'une transition démocratique. Mais en octobre 2021, les ambitions de pouvoir des militaires brisent cet équilibre fragile. Le général Abdel Fattah Al-Bourhane, appuyé par les Forces de soutien rapide (FSR) dirigées par Hemetti, s'empare du contrôle.

Cette alliance opportuniste s'effondre en avril 2023, transformant le Soudan en champ de bataille entre les Forces armées soudanaises

(FAS) et les paramilitaires des FSR. Les violences se concentrent dans les zones urbaines et au Darfour, où des communautés ethniques, notamment les Massalits, sont ciblées par des atrocités. À El-Fasher, les assauts des FSR contre cette dernière capitale résistante de la région du Darfour menacent l'intégrité territoriale du pays.

Malgré quelques victoires militaires des FAS, comme la reprise de Karthoum et de Sinja en 2024, la situation demeure chaotique, ponctuée de bombar-

UN CONFLIT OUBLIÉ, UNE NATION MEURTRIE

dements et d'attentats.

Dans ce contexte, les ambitions des puissances étrangères aggravent le désastre. Le Soudan, troisième producteur d'or en Afrique et riche en ressources agricoles, attise les convoitises de ses voisins et des grandes puissances. Les Émirats arabes unis, alliés des FSR, exploitent les mines d'or en échange de leur soutien militaire, en violation des embargos de l'ONU. Parallèlement, l'Arabie saoudite, inquiète de l'instabilité régionale, tente de renforcer ses relations avec le général Al-Bourhane tout en

poursuivant ses propres intérêts économiques.

La Russie, cherchant à consolider son influence dans la région, a récemment soutenu Al-Bourhane au Conseil de sécurité de l'ONU. Moscou espère établir une base navale stratégique à Port-Soudan, offrant un accès à la mer Rouge et au golfe d'Aden. L'Iran, quant à lui, profite du conflit pour fournir des drones aux FAS, renforçant ainsi ses liens avec Khartoum. Enfin, l'Égypte, bien que prudente, réaffirme son soutien aux FAS, tout comme les États-Unis, qui sanctionnent les

deux camps pour crimes de guerre tout en dénonçant un génocide orchestré par les FSR.

Face à ces luttes d'influence, les initiatives de médiation internationale échouent à mettre fin aux hostilités. L'espoir d'un cessez-le-feu semble lointain, tandis que la population soudanaise continue de subir les conséquences de ce conflit oublié. Les prochaines actions du Conseil de sécurité de l'ONU et de la communauté internationale seront-elles suffisantes pour sauver une nation au bord de l'abîme ?





GROENLAND, ENTRE CONVOITISE ET INDÉPENDANCE

Au cœur des glaces arctiques, le Groenland s'impose comme un territoire stratégique et convoité, attisant convoitises géopolitiques et aspirations indépendantistes. L'île, riche en ressources naturelles, est depuis trois siècles sous souveraineté danoise. Pourtant, elle est de plus en plus portée par le rêve de ses habitants inuits de tracer leur propre voie.

Cette volonté d'émancipation a gagné en intensité depuis l'annonce, en 2019, de Donald Trump exprimant son intérêt pour l'acquisition de ce territoire. Cette déclaration, bien qu'accueillie avec scepticisme et humour par la communauté internatio-

nale, a mis en lumière l'importance géostratégique et économique du Groenland. Le changement climatique, qui réduit les glaces, ouvre l'accès à des ressources minières considérables et des voies maritimes autrefois impraticables. Ces perspectives renforcent la pertinence du Groenland dans les enjeux mondiaux, mais elles posent aussi des questions cruciales sur l'exploitation durable et l'ingérence étrangère.

Le débat sur l'indépendance du Groenland dépasse le cadre des opportunités économiques. Il est profondément ancré dans une volonté culturelle et identitaire de la communauté inuite de s'autodé-

terminer. Les Groenlandais aspirent à reprendre le contrôle total sur leur territoire, leurs ressources et leur gouvernance.

Lors d'un débat historique retransmis en direct entre Nuuk et Copenhague, Mute Egede, le premier ministre de la province autonome, a affirmé avec conviction que « les Groenlandais entendent décider eux-mêmes de leur avenir ». Ces propos reflètent une frustration croissante envers le Danemark, perçu comme un colonisateur qui n'a pas toujours pris en compte les aspirations de ses habitants.

Bien que le Groenland ait obtenu un statut d'autonomie renforcée en 2009, avec le contrôle de plu-

GROENLAND, ENTRE CONVOITISE ET INDÉPENDANCE

sieurs secteurs, il dépend encore fortement de l'aide financière danoise. L'indépendance reste un projet coûteux, nécessitant une solide base économique, que le développement des ressources minières pourrait offrir.

Le Groenland possède des réserves significatives de terres rares, essentielles pour les technologies modernes, ainsi que d'autres ressources comme le pétrole, le gaz et les métaux précieux. La fonte des glaces, bien qu'alarmante sur le plan environnemental, rend l'exploitation de ces richesses plus accessible, attirant des investisseurs du monde entier, notamment de la Chine et des États-Unis.

Cette situation met en exergue le dilemme auquel l'île est confrontée : développer ses ressources pour financer son indépendance ou préserver son environnement fragile face à la menace de l'exploitation intensive. Les habitants sont divisés sur la question. Certains voient ces ressources comme une opportunité de s'émanciper économiquement, tandis que d'autres craignent que l'ingérence étrangère et la destruction écologique

n'anéantissent leur mode de vie traditionnel.

L'intérêt de puissances comme les États-Unis pour le Groenland illustre l'évolution des rivalités géopolitiques dans l'Arctique. La position de l'île en fait un point stratégique clé pour le contrôle des routes maritimes et des ressources naturelles de la région.

Le Danemark, bien que réticent à l'idée de perdre son influence sur ce territoire, est conscient de l'évolution des rapports de force. Les déclarations de Donald Trump ont, paradoxalement, poussé le gouvernement danois à accorder davantage d'écoute et de considération aux revendications groenlandaises, dans l'espoir de maintenir un lien fort avec l'île.

En parallèle, les tensions croissantes entre les grandes puissances mondiales dans l'Arctique forcent le Groenland à jouer un rôle diplomatique stratégique. L'île doit jongler entre ses aspirations à l'indépendance et les opportunités économiques qu'offrent les partenariats avec des acteurs étrangers.

Si l'indépendance du Groenland est un rêve partagé par de nombreux

habitants, elle reste entourée d'incertitudes. L'autonomie économique est un défi majeur, tout comme la gestion des tensions géopolitiques croissantes. Les Groenlandais devront trouver un équilibre entre le développement économique, la protection de leur environnement et la préservation de leur identité culturelle.

Le rôle du Danemark dans cet avenir reste flou. Alors que la pression pour une autonomie totale augmente, Copenhague devra probablement revoir sa relation avec l'île, en respectant davantage ses aspirations tout en s'assurant que la transition, si elle a lieu, soit ordonnée et bénéfique pour les deux parties.

Le Groenland se trouve à un carrefour de son histoire. Entre les opportunités offertes par ses ressources naturelles et les défis imposés par le climat et les rivalités internationales, l'île devra prendre des décisions cruciales pour tracer son avenir. Une chose est certaine : les Groenlandais sont déterminés à façonner leur destin, à la hauteur de leurs aspirations et des enjeux de leur territoire.



LE NORD-KIVU FACE À UN NOUVEAU CHAPITRE

Le Nord-Kivu, cette province de l'est de la République démocratique du Congo (RDC), est une terre d'espoir et de défis, où les batailles pour la sécurité et la stabilité marquent profondément les vies. Le vendredi 31 janvier, un tournant important a été franchi avec l'installation officielle du général major Évariste Kakule Somo comme gouverneur militaire de la région. Cet événement, survenu à Beni, à plus de 250 kilomètres de Goma, s'inscrit dans un contexte marqué

par la pression continue exercée par le M23 et les forces rwandaises sur cette région stratégique.

Nommé par le président Félix Tshisekedi, le général Kakule Somo porte sur ses épaules la lourde responsabilité de restaurer l'autorité de l'État et de renforcer la cohésion régionale dans un Nord-Kivu en proie à des défis sécuritaires complexes. Lors de son discours d'installation dans la cour de la mairie de Beni, il n'a pas esquivé les réalités

du moment. Il a rendu hommage à son prédécesseur, le général Peter Cirimwami, mort en héros sur la ligne de front entre Goma et Sake, et salué la bravoure des militaires, des civils et des membres des wazalendo, ces groupes d'autodéfense qui ont combattu aux côtés des forces armées congolaises (FARDC).

La décision de faire de Beni le chef-lieu temporaire de la province n'est pas anodine. Elle reflète la complexité du terrain, où Goma, la capitale

provinciale historique, reste sous la menace directe des offensives du M23 et de ses alliés. Cette reconfiguration administrative vise à garantir une continuité dans la gouvernance et à sécuriser les zones sous contrôle loyaliste. Le général Kakule Somo a cependant précisé qu'il entendait regagner Goma dès que la situation le permettrait. Ce signal fort témoigne de sa détermination à reprendre le contrôle total de la province, symbole de la lutte pour la souveraineté congolaise. Il sait toutefois que cette mission ne sera pas de tout repos.

La cérémonie d'installation a été marquée par une solennité particulière. Le nouveau gou-

verneur a tenu à rendre hommage à tous ceux qui ont sacrifié leur vie pour défendre l'intégrité du territoire national. Parmi eux, le général Peter Cirimwami occupe une place de choix. Sa mort sur le champ de bataille illustre la dure réalité de cette guerre asymétrique où les ennemis ne reculent devant rien pour saper les efforts de paix. Les wazalendo, ces groupes d'autodéfense composés de civils, ont également reçu des éloges appuyés. Leur mobilisation spontanée aux côtés des FARDC souligne le courage et la résilience du peuple congolais face à l'adversité. Ces combattants improvisés sont devenus le symbole d'une détermination collective à ne pas

céder face à l'ennemi.

La mission du général Kakule Somo s'annonce complexe. La situation humanitaire dans la région reste critique, avec des milliers de déplacés cherchant refuge dans des conditions souvent précaires. Les infrastructures locales, déjà fragiles, sont mises à rude épreuve par l'afflux massif de populations en quête de sécurité. Par ailleurs, le Nord-Kivu continue d'être le théâtre d'une guerre économique qui se superpose aux affrontements militaires. Les ressources naturelles abondantes de la région, notamment le coltan, attirent les convoitises et alimentent un cycle de violences où des groupes armés cherchent à asseoir leur





contrôle sur les territoires miniers.

Pour répondre à ces défis, le général Kakule Somo devra conjuguer action militaire et diplomatie. L'appui de la communauté internationale sera essentiel pour restaurer la stabilité, mais il devra également compter sur une mobilisation nationale sans précédent pour soutenir les efforts des FARDC et reconstruire la confiance entre les autorités et les populations locales.

La nomination du général Kakule Somo s'inscrit dans la stratégie du pré-

sident Félix Tshisekedi de réorganiser les forces militaires et administratives en vue de reprendre le contrôle des zones stratégiques. Le chef de l'État a réaffirmé à plusieurs reprises son engagement à protéger l'intégrité territoriale du pays et à trouver des solutions durables pour mettre fin aux crises récurrentes dans l'Est. Cependant, cette lutte ne peut être gagnée par les armes seules. La consolidation de la paix passera par une résolution des tensions politiques et ethniques qui alimentent les conflits depuis des décennies.

Félix Tshisekedi l'a compris, et le soutien apporté à des figures comme le général Kakule Somo témoigne de sa volonté de s'appuyer sur des leaders capables d'unir les différentes parties prenantes autour d'un objectif commun : la sécurité et la prospérité pour tous.

Le Nord-Kivu incarne à la fois les défis et les espoirs de la RDC. Si la situation actuelle est préoccupante, elle offre aussi une opportunité de rebâtir sur des bases plus solides. Le général Kakule Somo a appelé à l'unité et au courage,

LE NORD-KIVU FACE À UN NOUVEAU CHAPITRE

des valeurs indispensables pour surmonter les épreuves à venir. Le peuple congolais, habitué à résister face aux adversités, a montré qu'il pouvait s'unir dans les moments cruciaux. Cette résilience collective, alliée à un leadership éclairé, constitue l'arme la plus puissante pour faire face aux défis de l'heure.

En prenant ses fonctions à Beni, le général major Évariste Kakule Somo envoie un message clair : le Nord-Kivu ne sera pas

abandonné. Chaque décision prise, chaque effort consenti doit être orienté vers un seul objectif : redonner à cette province et à ses habitants la dignité qu'ils méritent. Dans ce combat pour la paix et la stabilité, la RDC se tient à un croisement. Avec des dirigeants déterminés et un peuple solidaire, elle peut transformer ses défis en opportunités et tracer la voie d'un avenir meilleur pour les générations futures.





UNE RÉPONSE FERME À WASHINGTON

La Colombie fait face à un défi diplomatique majeur en réagissant aux politiques migratoires controversées des États-Unis. Gustavo Petro, président colombien, s'est distingué par ses déclarations cinglantes et ses actions fermes, illustrant sa volonté de défendre la dignité de ses ressortissants expulsés. Lors d'une interview accordée à la chaîne de télévision Univision, Petro a vivement critiqué son homologue américain Donald Trump, l'accusant de promouvoir une « thèse fasciste » en criminalisant les migrants.

Le président colombien a également proposé une solution audacieuse : rapatrier à ses frais les Colombiens expulsés des États-Unis, soulignant que

la dignité humaine n'a pas de prix. Cette position marque un tournant dans les relations tendues entre Bogota et Washington, alors que des milliers de migrants colombiens sont concernés par des expulsions imminentes.

Gustavo Petro a exprimé son indignation face à la criminalisation des migrants, qu'il considère comme une atteinte aux droits fondamentaux. Cette semaine, il a rappelé que les migrants ne sont pas des criminels, mais des individus à la recherche d'une vie meilleure, souvent contraints de quitter leur pays en raison de difficultés économiques ou sociales.

Lors d'un précédent incident, Petro avait interdit l'atterrissage de deux

avions militaires américains transportant des migrants expulsés. Cette décision avait provoqué la colère de Donald Trump, qui avait menacé de représailles commerciales. Finalement, la Colombie avait accepté de recevoir les migrants, mais sous certaines conditions : le transfert devait se faire via des avions civils et sans recours à des menottes, un geste symbolique qui reflète l'importance que Petro accorde à la dignité des personnes concernées.

Face à l'ampleur des expulsions annoncées, Bogota a proposé de prendre en charge le rapatriement des migrants par voie aérienne ou maritime. Cette offre, inédite dans le contexte latino-américain, montre la volonté du gouvernement colombien de reprendre

le contrôle de la situation et d'éviter les humiliations infligées à ses citoyens.

Interrogé sur le coût de cette initiative, Petro a insisté sur une valeur non négociable : la dignité humaine. « Nous trouverons les moyens nécessaires pour financer ces retours », a-t-il déclaré, tout en rappelant que ces actions sont une question de respect envers les droits des Colombiens.

La posture ferme de Gustavo Petro face à Washington a suscité des réactions contrastées en Colombie. L'opposition accuse le président de provoquer inutilement les États-Unis à des fins de politique intérieure, en vue de renforcer sa popularité auprès des classes populaires et des sympathisants de gauche. Certains redoutent également que ces tensions nuisent aux relations économiques entre les deux pays, les États-Unis étant l'un des principaux partenaires commerciaux de la Colombie.

Cependant, Petro bénéficie également d'un large soutien, tant en Colombie qu'au-delà de ses frontières. De nombreux Colombiens saluent son courage et sa détermination à défendre les intérêts de ses citoyens, même face à une puissance mondiale comme les États-Unis. En Amérique latine, où les politiques migratoires américaines sont souvent perçues comme discriminatoires, les déclarations de Petro trouvent

un écho favorable.

Dans un discours particulièrement incisif, Gustavo Petro a comparé la criminalisation des migrants aux pratiques utilisées par Adolf Hitler contre les Juifs. Cette analogie, bien que controversée, illustre la gravité avec laquelle le président colombien perçoit les politiques migratoires de Donald Trump.

En dénonçant ce qu'il considère comme une instrumentalisation des migrants à des fins politiques, Petro met en lumière les conséquences humaines de ces mesures. Pour lui, chercher à obtenir les applaudissements d'une majorité en stigmatisant une minorité est une démarche dangereuse et moralement inacceptable.

La position de Gustavo Petro pourrait avoir des répercussions au-delà des frontières colombiennes. Dans une région où la migration est une question centrale, la Colombie pourrait devenir un exemple pour d'autres pays confrontés à des défis similaires. Les initiatives de Bogota montrent qu'il est possible de répondre aux politiques migratoires restrictives par des actions humanitaires et des discours axés sur la dignité humaine.

Cependant, cette posture pourrait également aggraver les tensions avec Washington, à un moment où la coopération économique et sécuritaire est cruciale pour les deux nations. Si la Colombie

espère éviter des représailles commerciales ou diplomatiques, elle devra naviguer avec prudence entre ses principes et les réalités géopolitiques.

Pour les milliers de Colombiens concernés par les expulsions, l'engagement de Gustavo Petro représente une lueur d'espoir. En s'opposant aux méthodes humiliantes souvent utilisées dans ces processus, le président envoie un message fort : les migrants ne sont pas seuls, et leur pays est prêt à les accueillir avec dignité.

Cette position reflète également un changement dans la manière dont les questions migratoires sont abordées en Amérique latine. En plaçant les droits humains au cœur du débat, la Colombie s'affirme comme un acteur clé dans la défense des migrants face aux politiques discriminatoires.

La réaction de la Colombie face aux expulsions de ses ressortissants met en lumière les tensions persistantes entre Bogota et Washington, mais aussi la capacité de Gustavo Petro à défendre des principes fondamentaux. Si cette initiative est perçue par certains comme une provocation, elle témoigne avant tout d'une volonté de protéger la dignité et les droits des Colombiens, même dans des circonstances difficiles.



TCHAD



Le Tchad a marqué une page importante de son histoire le 31 janvier 2025 en célébrant avec éclat le départ des derniers militaires français de la base d'Adji-Kosseï, située près de l'aéroport de N'Djamena. Cet événement symbolique traduit non seulement une rupture avec l'ancienne puissance coloniale, mais aussi une affirmation renouvelée de la souveraineté nationale, telle qu'exprimée par le président Mahamat Idriss Déby.

Dans une cérémonie soigneusement orchestrée, le Tchad a déployé tout un arsenal symbolique pour souligner l'importance de ce moment. Sur le tarmac de l'aéroport, une estrade décorée aux couleurs nationales, des dignitaires politiques et militaires en grand nombre, et une ambiance solennelle ont conféré à l'événement une dimension historique. Le tapis rouge déroulé pour l'occasion contrastait avec le départ discret des

troupes françaises la veille, mettant en évidence la volonté du gouvernement tchadien de faire de cette journée un symbole fort. Le président Mahamat Idriss Déby, successeur de son père Idriss Déby depuis 2021, a qualifié cet acte de « jour exceptionnel » pour le Tchad. Il a également saisi l'opportunité pour rappeler l'histoire longue et complexe des relations entre son pays et la France, remontant à 1900, année de la fondation de Fort-Lamy (aujourd'hui N'Djamena) par les forces coloniales françaises. Cette rétrospective a permis de situer la cérémonie dans un contexte plus large de réappropriation de la souveraineté nationale.

La base d'Adji-Kosseï a longtemps été un symbole de la présence militaire française en Afrique. Elle accueillait environ un millier de soldats et constituait un point stratégique pour les opérations françaises dans la région. Ce retrait s'inscrit dans une tendance plus large de re-

positionnement des forces françaises en Afrique, sur fond de tensions croissantes avec certains gouvernements locaux et de montée des sentiments antifrancophones dans plusieurs pays africains.

Pour le Tchad, ce départ marque une redéfinition des rapports de force sur la scène nationale et internationale. La rétrocession de la base a été présentée par le président Déby comme une étape clé dans l'émancipation du pays. « Ce moment est historique », a-t-il affirmé dans son discours, insistant sur l'importance pour le Tchad de prendre pleinement en charge sa défense et sa sécurité.

Cependant, cette souveraineté accrue ne va pas sans défis. Le Tchad reste confronté à une insécurité persistante, notamment dans ses régions frontalières avec la Libye, le Soudan et la République centrafricaine, où des groupes armés continuent de représenter une menace. Dans ce contexte, le départ des forces françaises soulève des questions sur

UNE NOUVELLE ÈRE DE SOUVERAINETÉ

la capacité du pays à gérer seul ces défis sécuritaires complexes.

Par ailleurs, ce retrait a également une signification diplomatique. Il illustre un basculement progressif dans les relations entre la France et ses anciennes colonies. La réduction de la présence militaire française en Afrique est souvent interprétée comme une réponse aux critiques croissantes des populations locales, qui perçoivent cette présence comme une ingérence dans leurs affaires internes. Cette évolution correspond également à une volonté affichée par plusieurs pays africains de diversifier leurs partenariats internationaux, en s'ouvrant notamment à des puissances émergentes comme la Chine, la Russie ou la Turquie.

Pour Mahamat Idriss Déby, l'enjeu est double. D'un côté, il doit rassurer ses concitoyens sur la capacité de son gouvernement à assurer leur sécurité sans le soutien direct de la France. De l'autre, il doit démontrer à la communauté internationale que le Tchad reste un acteur fiable et stable dans une région marquée par des conflits chroniques. Cette transition sera un test majeur pour le leadership du président, qui cherche à consolider son autorité

dans un contexte politique délicat.

Malgré les défis, cet événement a été salué par une grande partie de la population tchadienne, qui voit dans le départ des forces françaises un signe de liberté retrouvée. Les sentiments antifrancophobes, alimentés par des décennies de frustrations économiques et politiques, trouvent ici une expression concrète. Cependant, certains analystes soulignent que l'absence des troupes françaises pourrait créer un vide sécuritaire que le gouvernement devra combler rapidement pour éviter une déstabilisation. Dans un discours empreint de patriotisme, Mahamat Idriss Déby a également appelé ses concitoyens à l'unité et à la mobilisation pour construire un Tchad fort et indépendant. Il a insisté sur la nécessité de renforcer les capacités nationales dans des domaines clés comme la défense, l'éducation et l'économie, afin de réduire la dépendance extérieure. Ce message s'inscrit dans une vision à long terme visant à transformer le Tchad en un pays autonome et prospère, capable de jouer un rôle central dans la région.

Cependant, pour atteindre ces objectifs ambitieux, le gouvernement devra relever plusieurs défis

structurels. La corruption, la pauvreté et les inégalités sociales restent des obstacles majeurs au développement du pays. De nombreux observateurs estiment que des réformes profondes seront nécessaires pour garantir une stabilité durable et favoriser un développement inclusif.

Le départ des militaires français constitue donc un tournant, mais aussi un pari risqué pour le Tchad. Si ce moment marque une victoire symbolique sur le plan de la souveraineté, il ouvre également une période d'incertitudes et de responsabilités accrues pour le gouvernement. La manière dont le pays gèrera cette transition sera déterminante pour son avenir.

En fin de compte, l'événement du 31 janvier 2025 reflète un changement plus large dans les dynamiques entre l'Afrique et ses partenaires internationaux. Alors que de nombreux pays africains revendiquent de plus en plus leur autonomie, la question demeure : comment traduire cette souveraineté politique en progrès concret pour leurs populations ? Pour le Tchad, la réponse à cette question façonnera les années à venir.





1A

F1RST AFRIQUE

*"L'intégrité
est essentielle pour
la réussite à long terme
de toute entreprise.
Chez nous, c'est une valeur
non négociable."*



<https://firstafrique.tv/bj/>



+ 229 66 05 56 61

F1RST AFRIQUE